



VISION DU BURUNDI 2040-2060:

Contribution de l'assurance agricole

Denis NDAGIJIMANA

Directeur de la Programmation au MFBPE

BREF CONTENU

- ✓ Enoncé de la Vision
- ✓ Piliers de la Vision
- ✓ Poids du secteur agricole dans l'économie
- ✓ Partenariat dans le secteur agricole
- ✓ Financement agricole
- ✓ Besoin d'assurance agricole dans l'atteinte des objectifs de la Vision
- ✓ Conclusions
- ✓ Recommandations politiques

Enoncé de la Vision Burundi pays émergent en 2040

« A l'horizon 2040, le Burundi sera un pays **paisible**, où chacun vit dans des conditions décentes, où personne ne meurt d'une **cause évitable**, avec une **économie compétitive** tirée par les secteurs **agro-alimentaire** et industriel à **haute valeur ajoutée** et par une **exploitation minière** au bénéfice de la société ; le tout, dans un **environnement naturel préservé** et avec la prise en compte **du genre et de l'équité** ».

PILIERES DE LA VISION

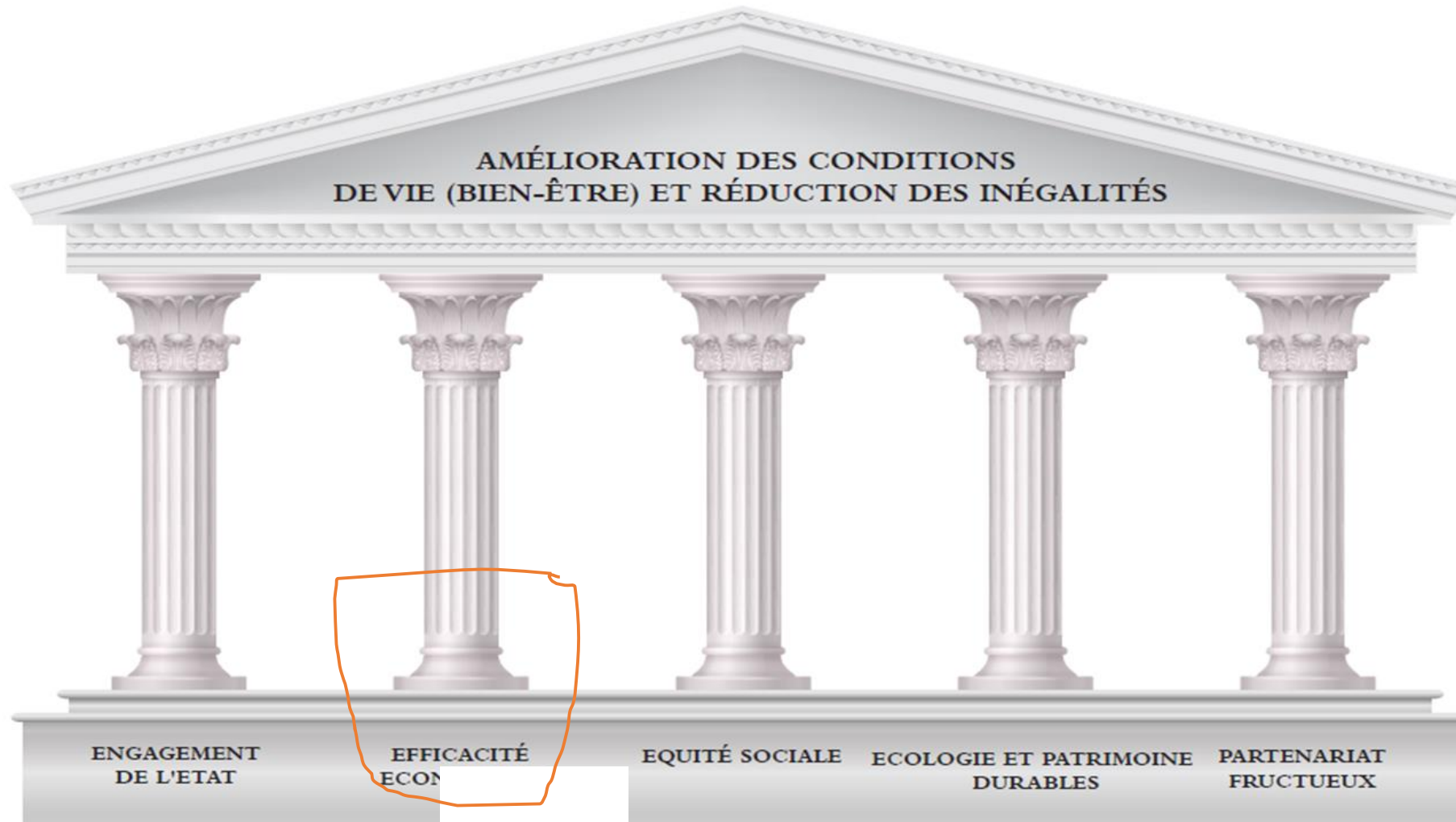


Figure 1 : Piliers de l'émergence du Burundi

Indicateurs de vérification et cibles pour l'émergence

Pilier n°2 : Efficacité Economique				
Objectifs stratégiques	Indicateurs	Référence 2020/2022	Cible 2040	Cible 2060
<i>OS3: Développer une agriculture créatrice de richesse et garantissant la sécurité alimentaire</i>	<i>Pourcentage du budget alloué à l'agriculture (% du budget de l'Etat)</i>	<i>9,4 (2022)</i>	<i>10</i>	<i>10</i>
	<i>Indice mondial de la sécurité alimentaire (GFSI4)</i>	<i>40 (2022)</i>	<i>79</i>	<i>84</i>
	<i>Proportion de la population vivant en sécurité alimentaire (%)</i>	<i>55,6(2019)</i>	<i>90</i>	<i>98</i>

POIDS DU SECTEUR AGRICOLE DANS L'ÉCONOMIE

➤ L'agriculture:

- représente plus 30 % du PIB,
- occupe environ 94% de sa population active,
- fournit plus de 90 % des recettes en devises et 95% des apports alimentaires.
- Occupe 80% de la superficie du territoire

➤ L'importance économique de l'agriculture au Burundi se mesure aussi par les échanges intersectoriels.

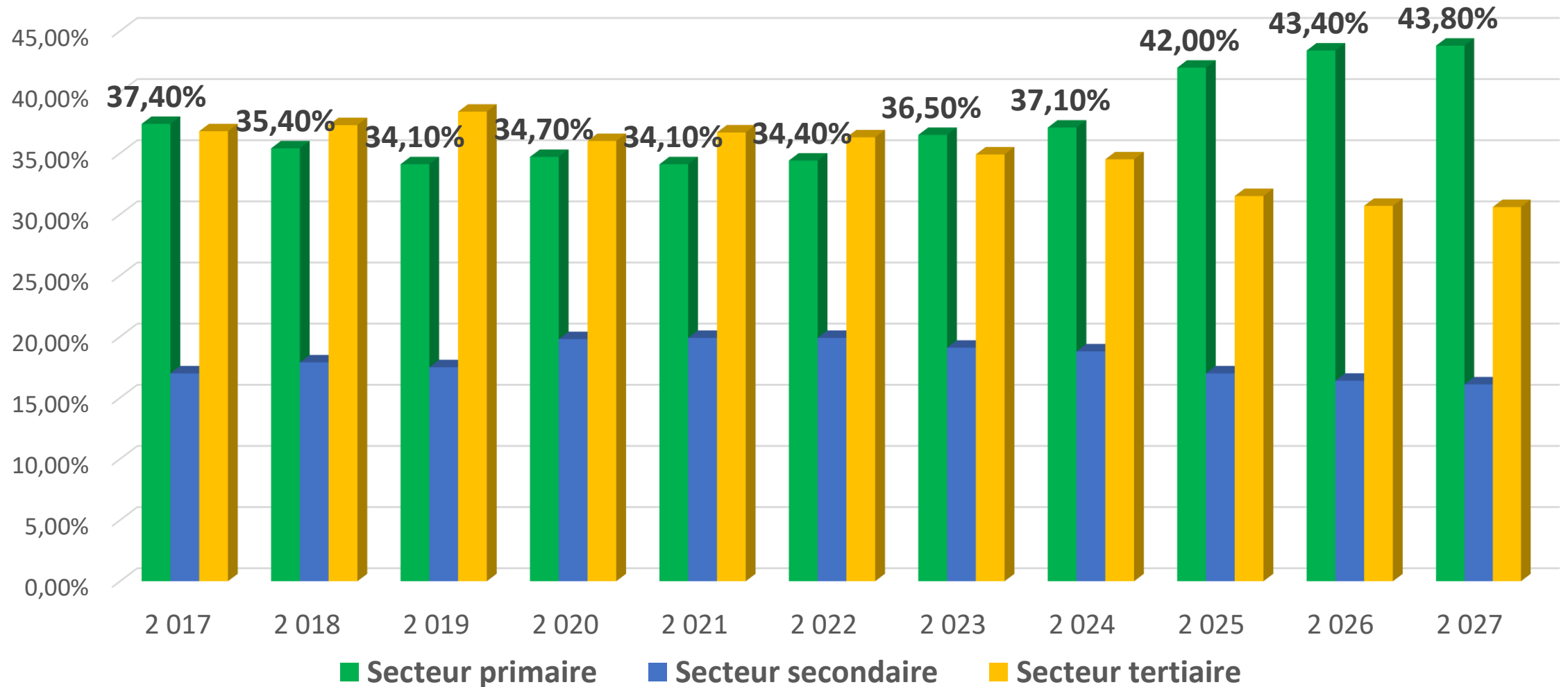
➤ Le secteur industriel, quoique faiblement développé, doit son existence à l'agriculture qui lui fournit la matière première.

➤ De même, les produits agricoles constituent les principales consommations intermédiaires de certaines branches du secteur des services.

Poids du secteur agricole dans l'économie

- Le gouvernement, dans sa Vision Burundi Pays Émergent (PÉ) en 2040 et Pays Développé (PD) en 2060, exprime l'ambition de développer une agriculture créatrice de richesses et garantissant la sécurité alimentaire.
- Afin d'atteindre cette ambition, il est essentiel que le pays gère efficacement les risques climatiques, sanitaires, phytosanitaires et économiques.
- C'est dans ce contexte que l'adhésion du Burundi au processus de la PARM offre une occasion d'appuyer le pays à développer des outils pour faire face à ces risques.

Contribution sectorielle au PIB en %

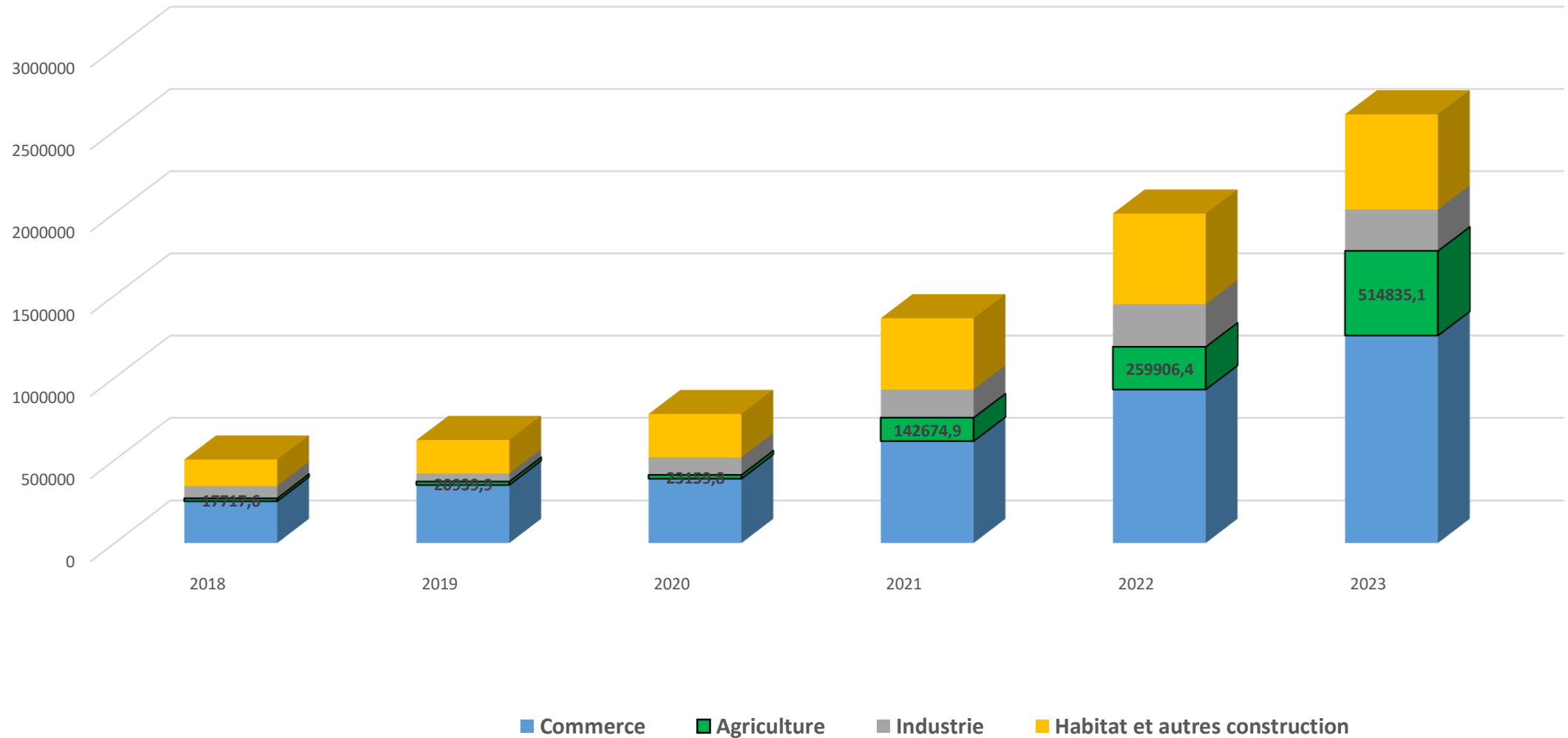


Partenariat dans le secteur agricole

➤ *Partenariats avec des institutions régionales et internationales :*

- le Burundi collabore avec des partenaires comme la plateforme de Gestion des Risques agricoles (PARM), le FIDA, l'Union Africaine, la FAO, la Banque mondiale, et l'Union Européenne pour financer des projets dans le secteur agricole.
- Ces partenariats renforcent la capacité institutionnelle, améliorent l'accès aux innovations technologiques, et soutiennent la mise en œuvre des politiques de gestion des risques.
- La mise en place d'une assurance agricole viendrait en complémentarité au partenariat.

Répartition des crédits bancaires par branche d'activité (en million de BIF)



BESOIN D'ASSURANCE AGRICOLE POUR L'ÉCONOMIE NATIONALE

- **1. Stabilisation des revenus des agriculteurs**
- L'assurance agricole protège les agriculteurs contre les pertes dues aux risques climatiques (sécheresses, inondations), épidémies ou autres chocs.
- Cela **réduit l'incertitude** et **favorise les investissements** dans des techniques agricoles modernes (engrais, semences améliorées).

BESOIN D'ASSURANCE AGRICOLE POUR L'ÉCONOMIE NATIONALE

- **2. Encouragement de la modernisation agricole**
- Les assurances sont souvent liées à des programmes de financement agricole : les institutions de microfinance ou les banques sont plus disposées à octroyer des crédits si les cultures sont assurées.
- Cela contribue à **l'intensification durable** de l'agriculture et à l'intégration des petites exploitations dans les chaînes de valeur.
- **3. Renforcement de la résilience climatique**
- Face au changement climatique, l'assurance agricole est un **outil d'adaptation essentiel**.
- Elle permet aux producteurs de rebondir après un choc au lieu de tomber dans un cycle de pauvreté ou d'endettement.

BESOIN D'ASSURANCE AGRICOLE POUR L'ÉCONOMIE NATIONALE

- **4. Réduction de la pauvreté rurale**

En protégeant les moyens de subsistance agricoles, l'assurance agricole réduit les pertes économiques dans les zones rurales, favorisant la **croissance inclusive**.

Cela s'inscrit dans l'objectif de **réduction des inégalités régionales** et du désenclavement rural.

- **5. Attraction d'investissements dans le secteur agricole**

- Un secteur agricole mieux protégé contre les risques est plus attractif pour les investisseurs privés, tant nationaux qu'étrangers.
- Cela peut soutenir le **développement agro-industriel** prévu dans la Vision 2060.

BESOIN D'ASSURANCE AGRICOLE POUR L'ÉCONOMIE NATIONALE

- **6. Contribution à la sécurité alimentaire**
- En réduisant les pertes et en assurant la continuité de la production agricole même en période de crise, l'assurance renforce la **sécurité alimentaire nationale**.
- Cela permet de stabiliser les marchés et les prix alimentaires.

CONCLUSION

- L'assurance agricole, bien conçue et intégrée dans une stratégie globale de développement rural, peut devenir un **levier puissant pour transformer le secteur agricole burundais**, catalyser la croissance économique, réduire la pauvreté et atteindre les ambitions de **Burundi Émergent en 2040 et Développé en 2060**.
- L'assurance agricole joue un **rôle crucial** dans la réalisation des objectifs de la **Vision Burundi 2040–2060**, en particulier dans le domaine de la **sécurité alimentaire, la résilience climatique, la croissance économique**, et la **réduction de la pauvreté en milieu rural**.

CONCLUSION

- L'assurance peut être intégrée à des politiques nationales de **gestion des risques agricoles**.
- L'assurance agricole contribuerait non seulement à l'agenda national de long terme mais également à plusieurs fronts à l'agenda international sur les ODD.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES POUR UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE

- ***Mise en place ou renforcement du cadre réglementaire de l'assurance agricole au Burundi.***
- ***Subventions ciblées*** pour faciliter l'accès à l'assurance pour les petits agriculteurs.
- ***Partenariats public-privé*** : collaboration entre l'État, les compagnies d'assurance, les ONG et les bailleurs de fonds.
- ***Utilisation des technologies (ex. drones)*** pour évaluer les pertes et automatiser les indemnisations.
- ***Sensibilisation et éducation*** des agriculteurs sur les avantages et le fonctionnement des assurances.

MERCI POUR VOTRE AIMABLE ÉCOUTE!